



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 MAI 1905.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 577

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du douzième jour de mai 1905, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans la localité paroissiale de Ste. Jeanne de Neuville, dans le comté de Portneuf, et de nommer MM. Léon Hardy, rentier, Etienne Moisan, cordonnier, Charles A. Julien, industriel, Joseph Leclerc, rentier, Xavier Germain et Joseph F. Bussière, cultivateurs, tous de la paroisse de Ste. Jeanne de Neuville, commissaires de la dite cour. 1913

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onzième jour de mai 1905, de nommer MM. Joseph Zéphirin Triganne, médecin, du village de Plessisville, Henri Philippe Rouleau, médecin, de la ville de Victoriaville, et Damase Larue, médecin, de Saint-Germain de Gratham, conjointement coroner du district d'Arthabaska. 1933

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de mai 1905, de nommer M. François Alfred Tétu, greffier de la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Gracefield, commissaire *per dedimus*

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th MAY, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 578

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by commission dated the twelfth day of May, 1905, to establish a court for the summary trial of small causes in the parish of Ste. Jeanne de Neuville, in the county of Portneuf, and to appoint Messrs. Leon Hardy, rentier, Etienne Moisan, shoemaker, Charles A. Julien, manufacturer, Joseph Leclerc, rentier, Xavier Germain and Joseph F. Bussière, farmers, all of the parish of Ste. Jeanne de Neuville, commissioners of the said court. 1914

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of May, 1905, to appoint Messrs. Joseph Zéphirin Triganne, physician, of the village of Plessisville, Henri Philippe Rouleau, physician, of the town of Victoriaville, and Damase Larue, physician, of Saint Germain de Grantham, joint coroner of the district of Arthabaska. 1934

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of May, 1905, to appoint Mr. François Alfred Tétu, clerk, of the circuit court for the county of Ottawa, at Gracefield, a commissioner

po testatem, pour la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 605 des S. R. P. Q. 1935

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-septième jour de mai 1905, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Ottawa.—M. Jules Patry, marchand, de Bouchette, dans le comté de Wright.

District de Chicoutimi.—M. Willie Brassard, propriétaire, de Saint-François de Sales, dans le comté du Lac Saint-Jean.

District de Saguenay.—M. Gugy Ryland, agent, à Saint-Catherine's Bay, P. O., dans le comté de Saguenay. 1973

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-septième jour de mai 1905, de nommer M. Norman McCuaig, de Bryson, dans le comté de Pontiac, surintendant des garde-feu, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le comté de Pontiac ; M. François-Xavier Gosselin, protonotaire, de la ville de Chicoutimi, juge de paix, en vertu du même article, avec juridiction sur le district de Chicoutimi. 1975

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingtième jour de mai 1882, pour Grenville, dans le comté d'Argenteuil, et de nommer par commission en date du seize mai 1905, MM. Alexander Pridham et Sydney Filion, agents, David Williamson et Honoré Larin, marchands, Edouard Patrick Kelly, entrepreneur, William Bradshaw, négociant, et Grenville, commissaires de la dite cour. 1977

Avis du Gouvernement

No 3273.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 17 mai courant, 1905, de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, comté de Mégantic, les lots suivants, savoir : les lots 1 à 5 inclusivement, du rang Craig's Road, et 1 et 2 des rangs 5 et 6 d'Inverness, étant maintenant les lots 1405, 1406, 1406A, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 339, 340, 341, 342, 344, 345, 346, 279, 280, 281, 282, du cadastre officiel du canton d'Inverness, et de les annexer pour les fins scolaires à la municipalité d'Inverness, dans le même comté, et de rappeler l'ordre en conseil No 207 du 29 avril 1904.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905. 1969

La compagnie "The John Morrow Machine Screw Co.", de Ingersoll, Ont., a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick Bacon, No 377, de la rue Saint-Paul, dans la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 12 mai 1905.

1897

per dedimus potestatem, for the province of Québec, pursuant to the provision of article 605 of the R. S. P. Q. 1936

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th day of May, 1905, to associate to the commission of the peace for the :

District of Ottawa.—Mr. Jules Patry, merchant, of Bouchette, in the county of Wright.

District of Chicoutimi.—Mr. Willie Brassard, proprietor, of Saint François de Sales, in the county of Lake Saint John.

District of Saguenay.—Mr. Gugy Ryland, agent, at Saint Catherine's Bay, P. O., in the county of Saguenay. 1974

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 17th day of May, 1905, to appoint Mr. Norman McCuaig, of Bryson, in the county of Pontiac, superintendent of forest rangers, a justice of the peace, in virtue of the provisions of article 2572, of the revised statutes of the province of Québec, with jurisdiction over the county of Pontiac ; Mr. François Xavier Gosselin, prothonotary, of the town of Chicoutimi, justice of the peace, in virtue of the same article, with jurisdiction over the district of Chicoutimi. 1976

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twentieth day of May, 1882, for Grenville, in the county of Argenteuil, and to appoint by commission dated the sixteenth of May, 1905, Messrs. Alexander Pridham and Sydney Filion, agents, David Williamson and Honoré Larin, merchants, Edward Patrick Kelly, contractor, William Bradshaw, trader, of Grenville, commissioners of the said court. 1978

Government Notice

No 3273.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th of May instant, 1905, to detach from the school municipality of Leeds South, county of Mégantic, the following lots, namely : lots 1 to 5 inclusively, of the Craig's road range, and 1 and 2 of ranges 5 and 6 of Inverness, being now lots 1405, 1406, 1406A, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 279, 280, 281, 282 of the official cadastre of the township of Inverness, and to annex them to the school municipality of Inverness, in the said county, and to revoke the order in council No. 207, of the 29th of April, 1904.

This annexation will take effect only on the first of July next, 1905. 1970

"The John Morrow Machine Screw Co." of Ingersoll, Ont., has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick Bacon, No. 377, of Saint Paul street, in city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Québec, 12th May, 1905.

1898

La Compagnie "The Hudson's Bay Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle est M. Peter McKenzie, No. 56, de la rue McGill, dans la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 16 mai 1905. 1931

La compagnie "The Ganonoque Spring and Axle Company, Limited," de Ganonoque, Ont., a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick Bacon, No. 377, de la rue Saint-Paul, dans la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 13 mai 1905. 1911

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de mai 1905, incorporant MM. Ludger Grégoire, agent de station, Joseph Aldas Viau, commis-voyageur, Jean-Baptiste Charbonneau, mécanicien, Amédée Lassonde, médecin, et Napoléon Turner, marchand, tous de la ville de Drummondville, pour les fins suivantes, savoir: la vente en gros des chaussures, sous le nom de "The Drummond Shoe Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de mai 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1915

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de mai 1905, incorporant l'honorable Francis Edward Gilman, avocat et conseil du Roi, Clarence L. Morris, Frank M. Gilman et Ernest Weber Gilman, manufacturiers, et Leslie Hale Boyd, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir: prendre les affaires de la société commerciale de Morris & Gilman, de Montréal, et de tout ce qui les concerne et de payer pour icelles en leurs donnant 200 actions du stock payées en entier; posséder les immeubles nécessaires pour les fins de leurs affaires et autrement; faire les affaires de manufacture en général, manufacturer et vendre toute sorte d'effets en cuir, nouveautés, dessins et de prendre et mettre en opération toutes affaires existantes d'effets en cuir manufacturés, avec toutes les prémisses et tous les appareils, droits de propriété y appartenant; posséder du stock dans toute autre compagnie incorporée ou non incorporée, sous le nom de "Morris & Gilman Company," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de mai 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1929

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du douzième jour de mai 1905, incorporant Mgr Edmond Charles

"The Hudson's Bay Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business in the province is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Peter McKenzie, No. 56, McGill street, in the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Montréal, 16th May, 1905. 1932

"The Ganonoque Spring and Axle Company, Limited," of Ganonoque, Ont., has been authorized to do business in the province of Québec

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick Bacon, No. 377, Saint Paul street, in the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Québec, 13th May, 1905. 1912

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twelfth day of May, 1905, incorporating M. M. Ludger Grégoire, station agent, Joseph Aldas Viau, commercial traveller, Jean Baptiste Charbonneau, machinist, Amédée Lassonde, physician, and Napoléon Turner, merchant, all of the town of Drummondville, for the following purposes, namely: wholesale trade in boots, by the name of "The Drummondville Shoe Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this fifteenth day of May, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1916

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twelfth day of May, 1905, incorporating The Honourable Francis Edward Gilman, advocate and King's counsellor, Clarence L. Morris, Frank M. Gilman and Ernest Weber Gilman, manufacturers, and Leslie Hale Boyd, advocate, of the city of Montréal, for the following purposes, viz: to take over the business of the commercial firm of Morris & Gilman, of Montréal, as a going concern, and to pay therefor by giving them 200 shares of fully paid up stock; to hold the necessary real estate for the purposes of their business and otherwise; to carry on a general manufacturing business, to manufacture and sell all kinds of leather goods, novelties and designs, and to take over and operate any existing leather goods manufacturing concerns, with all premises, plants, copyrights, &c., appertaining thereto; to hold stock in any other company incorporated or unincorporated, under the name of Morris & Gilman Company, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this fifteenth day of May, 1905.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1930

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twelfth day of May, 1905, incorporating Mgr Edmond Charles

Edmond Charles Tanguay, procureur du séminaire Saint-Charles Borromée, de Sherbrooke, Joseph Alfred Castonguay, professeur dans le dit collège, Joseph Ferdinand Rioux, médecin et chirurgien, Jude Olivier Camirand, médecin et chirurgien, Benjamin Arthur Dugal, gérant de banque, Achille Joncas, entrepreneur, Joseph Omer Ledoux, médecin et chirurgien, Alfred Lancôt, commerçant, Louis Emmanuel Dastous, commerçant, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants, savoir : ériger un monument à la nationalité Canadienne Française de Sherbrooke; ouvrir une salle pour bibliothèque publique, représentations, amusements et réunions de différentes sociétés de bienfaisance et de la population canadienne française de Sherbrooke, sous le nom de "Le Syndicat du Monument National", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions (de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzisième jour de mai 1905

1927

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que "The United States Fidelity & Guaranty Company" qui a été autorisée par arrêté en conseil, le 2 octobre 1903, à se porter caution en justice dans cette province, en vertu des dispositions de l'acte 63 Victoria, chapitre 44, change son bureau et son agent, dans la province, par un avis filé à ce département, le 12 mai 1905.

Le bureau de cette compagnie, dans la province, est maintenant en la cité de Québec, et son agent aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Jean-Baptiste Morissette, agent d'assurance du même lieu.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Département du secrétaire.
Québec, 15 mai 1905.

1917

No 899-05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité
scolaire*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lambton, comté de Beauce, les lots ayant les numéros 7 et suivants jusqu'au No 19 inclusivement, du 7^e rang du canton de Lambton, les lots ayant le No 6 et les numéros suivants jusqu'à 19 inclusivement du 8^e rang du même canton, les lots ayant le No 25 et les numéros suivants jusqu'à 32 inclusivement, des rangs A et B du même canton, et les lots ayant le No un et les suivants jusqu'à 10 inclusivement des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} rangs du canton d'Aylmer, appartenant au cadastre officiel de la paroisse de Lambton; détacher de la municipalité scolaire d'Aylmer, dans le même comté, les lots ayant le No 11 et les numéros suivants jusqu'à 23 inclusivement du huitième rang du canton d'Aylmer et les lots ayant les numéros 13 et 14 des 12^e et 13^e rangs du canton Dorset, appartenant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sébastien d'Aylmer; détacher de la municipalité scolaire de Saint-Evariste, comté de Beauce, le premier et le deuxième rang du canton Forsyth, les lots ayant le No 23 et les numéros suivants jusqu'à 37 inclusivement du troisième rang du canton Forsyth, les Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6 des rangs A et B du canton Forsyth et les rangs 12 et 13 du canton Dorset, depuis le lot ayant le No 15 inclusivement, jusqu'à la ligne de séparation entre les cantons Forsyth et Dorset; et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Courcelles."

Cette érection, si elle autorisée, ne prendra effet que le 1^{er} juillet 1905. ■

1941

Tanguay, attorney for seminary Saint Charles Borromée of Sherbrooke, Joseph Alfred Castonguay, professor in the said college, Joseph Ferdinand Rioux, doctor and surgeon, Jude Olivier Camirand, doctor and surgeon, Benjamin Arthur Dugal, bank manager, Achille Joncas, contractor, Joseph Omer Ledoux, doctor and surgeon, Alfred Lancôt, trader, Louis Emmanuel Dastous, trader, all of the city of Sherbrooke, for the following purposes, viz: to erect a monument to the French Canadian nationality of Sherbrooke; to open a hall for a free library, entertainments, amusements and gatherings of the different benevolent societies and the French Canadian population of Sherbrooke, under the name of "Le Syndicat du Monument National" with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fifteenth day of May, 1905.

1928

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Public notice is hereby given that "The United States Fidelity & Guaranty Company" which has been authorized, by order in council, on the 2nd of October, 1903, to furnish security for costs in this province, pursuant to the statute 63 Victoria, chapter 44, changes its office and its agent in the province, by a notice filed in this department, on the 12th of May, 1905.

This company's office, in the province, is now in the city of Quebec, and its agent for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Jean Baptiste Morissette, assurance agent of the same place.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Secretary Department.
Quebec, 15th May, 1905.

1918

No 899.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Lambton, county of Beauce, the lots bearing the numbers 7 and following to No. 19 inclusively of the 7th range of the township of Lambton, the lots bearing the No. 6 and following numbers to 19 inclusively of the 8th range of the same township, the lots bearing the No. 25 and following numbers to 32 inclusively of the ranges A and B of the same township, and the lots bearing the No. 1 and following numbers to 10 inclusively of the 6th, 7th and 8th ranges of the township of Aylmer, belonging to the official cadastre of the parish of Lambton; to detach from the school municipality of Aylmer, in the same county, the lots bearing the No. 11 and following numbers to 23 inclusively of the eighth range of the township of Aylmer, and the lots bearing the numbers 13 and 14 of the 12th and 13th ranges of the township Dorset, belonging to the official cadastre of the parish of Saint Sébastien of Aylmer; to detach from the school municipality of Saint Evariste, county of Beauce, the first and second ranges of the township Forsyth, the lots bearing the No. 23 and following numbers to No. 37 inclusively of the third range of the township Forsyth, the Nos. 1, 2, 3, 4, 5 and 6, of the ranges A and B, of the township Forsyth, and the ranges 12 and 13 of the township Dorset, from the lot bearing the No. 15 inclusively to the line of separation between the townships Forsyth and Dorset; and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Courcelles."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1905.

1942

No 70.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chesham, dans le comté de Compton, le lot No 17 du premier rang de Chesham et de l'annexer à la municipalité scolaire de Val-Racine, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1905. 1939

No 757.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demnde est faite de détacher les lots Nos 6a à 18 inclusivement, des premier, deuxième et troisième rangs, et les lots Nos 11a, 11b et 12a, du quatrième rang de la municipalité du canton de Gore, comté d'Argenteuil, et formant l'arrondissement No 1 de la municipalité scolaire de Gore, même comté, et de les ériger en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Lakefield."

1899

No 258.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher du "village" de Saint-François du Lac, comté de Yamaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-François du Lac, savoir : Nos 376, 377, 378, 379 et 380, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la "paroisse" de Saint-François du Lac, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1981

No 860.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pamphile, dans le comté de L'Islet, les rangs 5, 6 et 7 du canton Leverrier, dans le même comté. Ces rangs ne font partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905. 1953

No 550.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Coteau-du-Lac, comté de Soulanges, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau-du-Lac, les numéros 339, 340, 341, 342, 343, 344, 459 et 423, et de les annexer à la municipalité scolaire de Pont-Château, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1955

No 282.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de Pérignon, les six premiers rangs du canton Dalmas, les cinq premiers rangs du canton Dolbeau, les lots ayant le numéro

No. 70.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Chesham, county of Compton, lot No. 17 of the first range of Chesham, and to annex it to the school municipality of Val Racine, in the same county.

This annexation, if it is authorised, will take effect only on the 1st of July next, 1905. 1940

No. 757.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach lot No. 6a to lot No. 18 inclusive, in the first, second and third ranges, and lots Nos. 11a, 11b and 12a, in the fourth range of the municipality of the township of Gore, Argenteuil county, and now known as district number one, from the school municipality of Gore, same county, and to erect them into a separate school municipality under the name of "Lakefield."

1900

No. 258.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound school municipalities.

Application is made for detaching from the village of Saint François du Lac, in the county of Yamaska, the lots bearing the following numbers, namely : Nos. 376, 377, 378, 379 and 380, on the official cadastre of the parish of Saint François du Lac, and to annex the same to the school municipality of the "parish" of Saint François du Lac, in the same county.

Such annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1905. 1982

No. 860.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to bound school municipalities.

Application is made for the annexation to the school municipality of Saint Pamphile, county of L'Islet, ranges 5, 6 and 7, of the township Leverrier, in the same county. These ranges do not form part of any school municipality.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1905. 1954

No. 550.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Coteau du Lac, county of Soulanges, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, the numbers 339, 340, 341, 342, 343, 344, 459 and 423, and to annex them to the school municipality of Pont-Château, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st July next, 1905. 1956

No. 282.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect as a new school municipality by the name of Peribonca, the six first ranges of the township Dalmas, the five first ranges of the township Dolbeau, the lots numbered

un et les numéros suivants jusqu'à 30 inclusivement des deux premiers rangs du canton Racine, le quatrième rang du canton Taillon, moins toutefois les lots depuis le numéro un jusqu'au No 35 inclusivement de ce rang, et les lots ayant les Nos 35 et suivants jusqu'au No 43 inclusivement du cinquième rang de ce dernier canton. Ce territoire se trouve dans le comté du Lac Saint-Jean et ne forme partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette érection, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1937



PROVINCE DE QUÉBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES, MINES ET PÊCHERIES

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 13 mai 1905.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignés, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le JEUDI, 22 JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

	Superficie Milles carrés.
Bloc A.	
3ème rang, 11.....	50
4ème rang, 10 à 14, chacune.....	50
" 15 moitié nord.....	25
" 16 moitié sud.....	25
" 17 à 19, chacune.....	50
" 20 moitié nord.....	24½
" 20 moitié sud.....	27½
5ème rang, 17 à 23, chacune.....	50
6ème rang, 10 moitié nord.....	25
" 11 moitié nord.....	25
" 13.....	50
" 20 à 23, chacune.....	50
Rivière du Lièvre, branche N.-O., No 7.....	50
" " 8.....	50
" " 9.....	50
" branche du milieu No 7.....	40
" " 8.....	30
Rivière Ottawa, 607.....	22

SAINT MAURICE.

Manouan 1, nord.....	50
" 2, nord.....	24
" 3, nord.....	35
" 1, sud.....	50
" 2, sud.....	50
" 3, sud.....	45
" 8, sud.....	30
" 9, sud.....	21
Haut Saint-Maurice, 9 à 14, chacune.....	50
" " 15.....	60
" " 16.....	38
" " 17 à 27, chacune.....	50
" " 28.....	62
" " 29.....	35
" " 30.....	30
" " 31 à 34 chacune.....	50
Rivière Croche, A.....	40
" B.....	34½
" C.....	50
" D.....	37½
" E.....	41
Arrière Rivière Trenche Ouest.....	57
Lac à la Carpe.....	22

one and following numbers to 30 inclusively of the first two ranges of the township Racine, the fourth range of the township Taillon, less, however, the lots from number one to No. 35 inclusively of this range, and the lots numbered 35 and following to No. 43 inclusively of the fifth range of this latter township. This territory is in the county of Lake Saint John and does not form part of any school municipality.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1905. 1930



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, MINES AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 13th May, 1905.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on THURSDAY, 22nd day of JUNE next, at TEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA.

	Area Square Miles.
Bloc A.	
3rd range, 11.....	50
4th range, 10 to 14, each.....	50
" 15, North half.....	25
" 16, South half.....	25
" 17 to 19, each.....	50
" 20, North half.....	24½
" 20, South half.....	27½
5th range, 17 to 23, each.....	50
6th range, 10 north half.....	25
" 11 north half.....	25
" 13.....	50
" 20 to 23, each.....	50
River du Lièvre, N. W. branch, No. 7.....	50
" " 8.....	50
" " 9.....	50
" Middle branch No. 7.....	40
" " 8.....	30
River Ottawa, 607.....	22

SAINT MAURICE.

Manouan 1, north.....	50
" 2, north.....	24
" 3, north.....	35
" 1, south.....	50
" 2, south.....	50
" 3, south.....	45
" 8, south.....	30
" 9, south.....	21
Upper Saint Maurice, 9 to 14, each.....	50
" " 15.....	60
" " 16.....	38
" " 17 to 27, each.....	50
" " 28.....	62
Upper Saint Maurice, 29.....	35
" " 30.....	30
" " 31 to 34 each.....	50
River Croche, A.....	40
" B.....	34½
" C.....	50
" D.....	37½
" E.....	41
Rear River Trenche West.....	57
Lake à la Carpe.....	22

SAINT-CHARLES.

	Superficie Milles carrés.
Rivières du Moulin, 4.....	12
Rivières aux Ecorces et au Canot.....	39
Rivières aux Ecorces, 5.....	29
" " 6.....	41
Rivière au Canot, 1.....	26
Grande Pikauba, 2.....	38
" " 3.....	38
Rivière Sainte-Anne de Beaupré, 1.....	28
" " 2.....	27
" " 3.....	37

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Rivière au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½
" " 4.....	68
" " 5.....	91½
Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4.....	2½
Canton Ross, No 1.....	8½
" " No 4.....	15½
Rivière Ouatichouaniche, No 1.....	11

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2.....	1½
----------------------------	----

SAGUENAY.

Rivière Malbaie, 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 17.....	37
Bergeronnes, 1 est.....	25
Rivière Sainte-Marguerite, 87.....	24½
Rivière Manicouagan, 8 à 16, chacune.....	50
Rivière Magpie, A.....	52
" " B.....	42
Rivière Natashquan, 1 à 4, chacune.....	50
Rivière Piastre Bay, 1 à 8, chacune.....	25

RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat, 1.....	47½
" " 2.....	45
" " 3.....	45
Rivière Matane, A.....	48

MATAPEDIA.

Canton Cabot, No 2.....	11
-------------------------	----

GRANVILLE.

Canton Parke, No 4.....	4½
-------------------------	----

GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne, D.....	48
" " E.....	43½

GASPÉ EST.

Grande Rivière Pabos, T.....	39
------------------------------	----

GASPÉ CENTRE.

Sydenham Ouest.....	20
Rivière York, A.....	46½
" " B.....	52½
" " C.....	58½
" " D.....	58
" " E.....	38½
" " F.....	33½
" " G.....	28
" " H.....	27
" " I.....	38
" " J.....	23½
" " K.....	46
Rivière Saint-Jean, N.....	37½
" " O.....	42
" " P.....	33
" " Q.....	28½

SAINT CHARLES.

	Area Square miles.
River du Moulin, 4.....	12
Rivers aux Ecorces and au Canot.....	39
River aux Ecorces, 5.....	29
" " 6.....	41
River au Canot, 1.....	26
Grande Pikauba, 2.....	38
" " 3.....	38
River Sainte Ann of Beaupré, 1.....	28
" " 2.....	27
" " 3.....	37

LAKE SAINT JOHN WEST.

River au Saumon, 1.....	46
" " 2.....	49
" " 3.....	41½
" " 4.....	68
" " 5.....	91½
Township Dablon, ranges 2, 3 and 4.....	2½
Township Ross, No 1.....	8½
" " No 4.....	15½
River Ouatichouaniche, No 1.....	11

LAKE SAINT JEAN EAST.

Township Kénogami, No. 2.....	1½
-------------------------------	----

SAGUENAY.

River Malbaie, 10.....	60
" " 11.....	57
" " 12.....	54
" " 17.....	37
Bergeronnes, 1 East.....	25
River Sainte Marguerite, 87.....	24½
River Manicouagan, 8 to 16, each.....	50
River Magpie, A.....	52
" " B.....	42
River Natashquan, 1 to 4, each.....	50
River Piastre Bay, 1 to 8, each.....	25

RIMOUSKI EAST.

River Cap-Chat, 1.....	47½
" " 2.....	45
" " 3.....	45
River Matane, A.....	48

MATAPEDIA.—

Township Cabot, No. 2.....	11
----------------------------	----

GRANVILLE.

Township Parke, No. 4.....	4½
----------------------------	----

GASPE WEST,

River Sainte Anne, D.....	48
" " E.....	43½

GASPE EAST.

Grand River Pabos, T.....	39
---------------------------	----

GASPÉ CENTRE.

Sydenham West.....	20
River York, A.....	46½
" " B.....	52½
" " C.....	58½
" " D.....	58
" " E.....	38½
" " F.....	33½
" " G.....	28
" " H.....	27
" " I.....	38
" " J.....	23½
" " K.....	46
River Saint John, N.....	37½
" " O.....	42
" " P.....	33
" " Q.....	28½

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

1839

No 500-05

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande division d'une municipalité scolaire.

Demande est faite de diviser la municipalité scolaire de Sainte-Scholastique, comté de Deux-Montagnes, en deux municipalités scolaires distinctes, dont l'une sera connue sous le nom du "village de Sainte-Scholastique," et l'autre sous celui de la "paroisse de Sainte-Scholastique."

La municipalité du village de Sainte-Scholastique comprendra le village de Sainte-Scholastique avec les limites qui lui sont assignées pour les fins municipales, et en outre, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Scholastique les numéros 20, 21, 22, 23, 24, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 181, 181a, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 259a, 260, 261, 262, 264, 267, 268, 269, 270 et 271.

Et la municipalité de la paroisse de Sainte-Scholastique comprendra le reste de la municipalité scolaire actuelle de Sainte-Scholastique, la partie non comprise dans le territoire de la municipalité scolaire du village ci-dessus décrit.

Cette division, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1847-2

No 794.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'annexion de lots à une municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Moïse, comté de Matane, les lots ayant le numéro 17 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement des deux côtés sud-ouest et nord-est du chemin Kempt, dans le canton Cabot, comté de Matane, ceux ayant le No 1 et les numéros suivants jusqu'à 19 inclusivement, dans le 10e rang, et ceux ayant le No 1 et les numéros suivants jusqu'à 17 inclusivement du 11e rang, dans le dit canton Cabot. Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette annexion, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1843.2

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized to the department.

ADELARD TURGEON,
Minister of Lands,
Mines and Fisheries.

1840

No 500.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to divide a school municipality.

Application is made to divide the school municipality of Saint Scholastique, county of Two Mountains, into two distinct school municipalities, one of which will be known by the name of "Village of Sainte Scholastique," and the other by that of "Parish of Sainte Scholastique."

The municipality of the village of Sainte Scholastique will comprise the village of Sainte Scholastique with the limits which are assigned to it for municipal purposes, and, moreover, the lots, having on the official cadastre of the parish of Sainte Scholastique, the numbers 20, 21, 22, 23, 24, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 177, 181, 181a, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 259a, 260, 261, 262, 264, 267, 268, 269, 270 and 271.

And the school municipality of the parish of Sainte Scholastique will comprise the remainder of the actual school municipality of Sainte Scholastique, the part not comprised in the territory of the school municipality of the village herein above described.

This division, if it is authorized, will take effect on the 1st of July next, 1905. 1848

No. 794.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to annex lots to a school municipality.

Application is made to annex to the school municipality of Saint Moïse, county of Matane, the lots bearing the number 17 and following numbers up to 34 inclusively of both the south west and north east sides of Kempt's road, in the township Cabot, county of Matane, and those bearing the No. 1 and following numbers up to 19 inclusively, in the 10th range, and those having the No. 1 and following numbers up to 17 inclusively of the 11th range, in the said township Cabot. This territory does not form part of any school municipality.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1905. 1844

No 777.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest, comté de Drummond, les lots ayant au cadastre officiel de Grantham, dans le même comté, le numéro 518 et les numéros suivants jusqu'à 548 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint Germaine Grantham, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1845.2

Copie

COPY du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 13 juillet 1904, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 14 juillet 1904.

Concernant le tarif par fret et transport du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean.

L'Honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, dans un rapport en date du treizième jour de juillet (1904), expose : que M. J. G. Scott, secrétaire de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, a transmis le 2e jour de juin dernier, pour approbation, tel que requis par la loi, deux copies du règlement No 39, adopté à une assemblée du bureau des directeurs de la compagnie, tenue le 13e jour de mai dernier, fixant les taux devant être chargés pour le transport du fret et des passagers de ce chemin de fer.

Que le dit tarif de péages ayant été référé à M. L. A. Vallée, directeur de chemins de fer, il a soumis son rapport, en date du 12 du courant, dans lequel il est d'opinion que le dit règlement No 39, fixant les taux pour le transport du fret et des passagers, peut être approuvé avec les conditions stipulées dans l'ordre en conseil No 744, du 12 décembre 1901.

Par conséquent, l'honorable ministre recommande que le règlement No 39 ci-dessus mentionné soit approuvé comme susdit à tous égards, en vertu de la dite autorité et conformément aux dispositions de l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880, et ses amendements, et qu'il soit autorisé à transmettre à la susdite compagnie une copie certifiée du dit règlement, ainsi que de l'ordre en conseil sanctionnant le présent rapport.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC ET LAC
SAINT-JEAN.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau des directeurs de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, tenue au bureau de la compagnie, gare rue Saint-André, Québec, vendredi, le 13e jour de mai 1904.

Le président a soumis le règlement suivant :

Règlement No 39.

La compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, par le présent, décrète comme suit, savoir :

Le tarif de péage mentionné dans la cédule ci-après mentionnée est par le présent établi pour le transport des passagers et effets par cette compagnie sur toute sa ligne du chemin de fer.

(Cédule ci-dessous mentionnée) :

Taux maximum pour passagers, 1ère classe, 3 centins par mille.

Taux maximum pour passagers, 2e classe, 2 centins par mille.

No. 777.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Wickham West, county of Drummond, the lots bearing on the official cadastre of Grantham, in the same county, the number 518 and following numbers up to 548 inclusively, and to annex the same to the school municipality of Saint Germain de Grantham, in the same county.

Such annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1905. 1846

Copy.

COPY of the report of a committee of the Honorable Executive Council, dated the 13th of July, 1904, approved by the Lieutenant-Governor, on the 14th of July, 1904.

Concerning the tariff for freight and transportation of the Quebec and Lake Saint John Railway.

The Honorable the Minister of Colonization and Public Works, in a report dated the thirteenth of July (1904), sets forth : that Mr. J. G. Scott, the secretary of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, transmitted on the 2nd June last, for approval, as required by law, two copies of by-law No 39, adopted at a meeting of the board of directors of the company, held on the 13th May last, fixing the rates to be charged for the transportation of freight and passengers of this railway.

That said tariff of tolls having been referred to Mr. L. A. Vallée, director of railways, he has submitted his report, dated the 12th instant, in which he is of opinion that said by-law No. 39, fixing the rates for transportation of freight and passengers, can be approved with the conditions stipulated in the order in council No. 744, of the 12th December, 1901.

Wherefore, the Honorable the Minister recommends that the above mentioned by-law No. 39 be approved as above, to all intents and purposes, under authority of and in conformity with the provisos of the Quebec consolidated railway act of 1880, and its amendments, and that he be authorized to transmit to the above named company a certified copy of the said by-law, as well as of the order in council sanctioning the present report.

Certified,

(Signed) GUSTAVE GRENIER,
Clerk of Executive Council.

QUEBEC AND LAKE SAINT JOHN RAILWAY COMPANY.

Extract from the minutes of a meeting of the board of directors of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, held at the company's office, Saint Andrew street Terminus, Quebec, on Friday, the 13th day of May, 1904.

The chairman submitted the following by-law :

By-law No. 39.

The Quebec and Lake Saint John Railway Company, hereby enacts as follows, that is to say :

The tariff of tolls set out in the schedule hereunder mentioned is hereby established for the transportation of passengers and goods by this company on its whole line of railway.

(Schedule above referred to) :

Maximum passenger rates, 1st class, 3 cents per mile.

Maximum passenger rates, 2nd class, 2 cents per mile.]

TAUX MAXIMUM POUR FRET PAR MILLE.
MAXIMUM MILEAGE FREIGHT RATES.

Distances.		Classes en centins par 100 lbs.										Char mixte chargé, taux par 100 lbs. pour marchandises en général, pour non moins de 24,000 lbs.		
Milles.	Miles.	Classes in cents per 100 lbs.												
Au-dessus.	Over.	Non au-dessus.	Not over.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	cts.
														100 lbs.
	5			8	7	6	5	4	4	4	3	3	3	4
5	10			10	8	7	6	5	5	4	4	4	4	5
10	15			12	10	8	7	6	6	5	4	4	4	6
15	20			15	12	11	9	7	6	6	6	6	5	7
20	25			18	15	12	10	9	7	6	7	7	5	9
25	30			22	17	14	11	9	8	7	8	7	6	9
30	35			22	18	15	11	10	9	7	8	7	6	10
35	40			24	20	17	14	11	10	8	9	8	7	11
40	45			26	22	17	14	13	11	9	9	8	7	13
45	50			28	23	20	14	13	12	10	10	10	8	13
50	55			30	25	21	15	14	13	10	11	12	9	14
55	60			32	27	23	16	15	14	11	11	12	10	15
60	65			36	28	24	18	15	15	12	13	13	11	15
65	70			38	30	24	19	15	15	12	13	13	11	15
70	75			38	32	25	19	15	15	12	13	13	11	15
75	80			40	33	27	20	16	15	12	13	13	11	16
80	85			42	35	28	21	17	15	12	13	13	11	17
85	90			44	37	29	22	17	15	13	13	13	11	17
90	95			46	38	31	23	18	16	13	13	13	11	18
95	100			48	40	32	24	19	17	13	13	13	11	19
100	110			50	42	33	25	20	18	14	13	14	12	20
110	120			52	43	35	26	21	19	14	13	14	12	21
120	130			54	45	36	27	22	20	15	14	15	13	22
130	140			56	47	37	28	23	21	15	15	16	13	23
140	150			58	48	39	29	23	21	16	16	16	14	23
150	160			58	48	39	29	24	22	16	17	17	14	24
160	170			60	50	40	30	25	22	17	17	17	15	25
170	180			60	50	40	30	25	23	17	18	18	15	25
180	190			62	52	41	31	25	23	17	18	18	15	25
190	200			64	53	43	32	26	24	18	19	19	16	26
200	210			64	53	43	32	26	24	18	19	20	16	26
210	220			66	55	44	33	27	25	18	19	20	16	27
220	230			66	55	44	33	27	25	19	20	21	17	27

Toutes les susdites classes de taux par 100 lbs. sont basées et calculées d'après le livre de classification de la Canadian Joint Freight, dont les agents se serviront pour fixer le taux à être chargé.

Daté à Québec, ce 13e jour de mai 1904.

(Signé) GASPARD LEMOINE,
Président.

Proposé par T. A. Piddington,
Secondé par l'honorable Jules Tessier,
Et résolu :

"Ce règlement No 39, tel que maintenant lu, est par le présent décrété et passé, et que la signature du président et le sceau de la compagnie y soient apposés."

Vrai extrait des minutes.

J. G. SCOTT,
Secrétaire.

1817-2

No 499 05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel No 9, comté d'Yamaska, l'emplacement faisant partie du lot ayant le No 567 au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le même comté, appartenant à

All the above class rates per 100 lbs. are based upon and governed by the Canadian Joint Freight classification book, which agents will use to ascertain the rate of freight to be charged.

Dated at Quebec, this 13th May, 1904.

(Signed) GASPARD LEMOINE,
President.

Moved by T. A. Piddington,
Seconded by Hon. Jules Tessier,
And resolved :

"That by-law No. 39, as now read be and the same is hereby enacted and passed, and that the signature of the president and the seal of the company be affixed thereto."

A true extract from the minutes.

J. G. SCOTT,
Secretary.

1818

No. 499.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Michel No. 9, county of Yamaska, the lot forming part of the lot bearing the No. 567 on the official cadastre of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the same county,

Louis Pepin, et celui ayant au même cadastre le No 568, appartenant à Joseph Pélissier, et d'annexer ces deux emplacements à la municipalité scolaire de Saint-Michel-Village, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1905.

1841-2

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, par Joseph Alphonse Emile Boileau, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Marie Théophile Napoléon Bleau, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant au même endroit.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1783.3

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Antoine Raoul Leduc, notaire public, pratiquant et résidant dans le village de Huntingdon, comté d'Huntingdon, district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu I. L. Crevier, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant dans la paroisse de Saint-Anicet, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1709.4

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant route commune, le ré-arpentage de tout canton, tigne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal; la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un

belonging to Louis Pepin, and the one bearing the No. 568 on the same cadastre, belonging to Joseph Pélissier, and to annex these two lots to the school municipality of Saint Michel Village, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1905.

1842

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Joseph Alphonse Emile Boileau, notary public, practising and residing in the city of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Marie Theophile Napoléon Bleau, in his lifetime notary public, residing and practising at the same place.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1784

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Antoine Raoul Leduc, notary public, practising and residing in the village of Huntingdon, in the county of Huntingdon, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late I. L. Crevier, in his lifetime notary public, residing and practising in the parish of Saint Anicet, in the said county and district, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1710

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll

bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en ce constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

573

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélève-

ment, est présentée à la chambre, la personne ou les personnes intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the set in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

574

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, and other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than the

ement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant a circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la location des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut

representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended

substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

F. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

575

by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

576

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la législature de la province de Québec, demande sera faite par la Compagnie de Papier Rolland, pour obtenir certains amendements à sa charte, à savoir : 1° Être autorisée à obtenir et autoriser les municipalités dans lesquelles la compagnie fait affaires, des exemptions de taxes générales et spéciales sur toutes les propriétés de la compagnie, pour une période de vingt-cinq ans ; 2° Obtenir des pouvoirs additionnels d'emprunt et obtenir le droit d'émettre des débetures et obligations spéciales pour garantir les dits emprunts, ainsi que des actions préférentielles, et généralement faire tous les actes nécessaires pour garantir les prêteurs ; 3° Être autorisée à placer des poteaux et suspendre des fils pour conduire le courant électrique de l'endroit où l'énergie électrique est produite, à ses moulins, sous la direction des autorités municipales, et en payant compensation aux parties intéressées, et pour autres fins.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs de la requérante.
Saint-Jérôme, 17 avril 1905. 1621-5

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that at the present session of the legislature of the province of Quebec, the Rolland Paper Company shall ask certain amendments to its charter, to wit : 1. Be authorized to obtain and to authorize the municipalities in which the said company is carrying on business to grant to the said company, exemption from either general or special taxes on the properties which the company may have in these municipalities for a period of twenty five years ; 2. To obtain additional powers to borrow and to obtain the right to issue bonds and special obligations to guarantee the said loans, and also preferential stock and generally to do what may be necessary to guarantee those who may loan to the said company ; 3. Be authorized to place poles and to suspend wires to conduct the electric current from the power-house to its mills, under the direction of the municipal authorities, and on paying compensation to the interested parties, and for other purposes.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Solicitors for petitioner.
Saint Jérôme, 17th April, 1905. 1622

Avis Divers

Isle Verte, P. Q., 13 avril 1905.

A une réunion générale des actionnaires de "The Isle Verte Mattress Mfg. Co.," tenue le 6 avril courant (1905), il a été passé une résolution par une majorité de plus des deux-tiers du capital de la dite compagnie, décidant de liquider les affaires de la dite compagnie.

LOUIS BERTRAND,
Secrétaire trésorier,
1903 "The Isle Verte Mattress Mfg. Co."

Dans une cause portant le No 2754, de la cour supérieure, de Montréal, dit district, une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par Dame Mélina Pilon, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Binette, absent, autrefois de Montréal.

J. O. LACROIX,
Avocat de la demander sse.
Ce 13 mai 1905. 1907

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 818.

Dame Delima Lépine, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, donne avis qu'elle a institué ce jour, une action en séparation de biens contre Edouard Plante, commerçant, des dits cités et district.

P. R. DU TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 3 avril 1905. 1925

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
No 41.

Dame Albina Larose, de Sainte-Angèle de Monnoir, district de Saint-Hyacinthe, épouse de Joseph Cadioux, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Cadioux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 avril 1905.

LOUIS PHILIPPE FOURNIER,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 26 avril 1905. 1689-4

Miscellaneous Notices

Isle Verte, P. Q., 13th April, 1905.

At a general meeting of the shareholders of "The Isle Verte Mattress Mfg. Co.," held on the 6th of April instant, (1905), there was passed a resolution by a majority of more than two thirds of the capital stock of the said company, deciding to liquidate the affairs of the said company.

LOUIS BERTRAND,
Secretary treasurer,
1904 "Isle Verte Mattress Mfg. Co."

In a case bearing No. 2754, superior court, Montreal, said district, an action in separation as to property has been instituted by Dame Mélina Pilon, wife common as to property of Jean-Baptiste Binette, absent, formerly of Montreal.

J. O. LACROIX,
Plaintiff's attorney.
13th May, 1905. 1908

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 818.

Dame Delima Lepine, of Montreal, duly authorized to ester en justice, gives notice that she has instituted, this day, an action in separation as to property against Edouard Plante, trader, of said city and district.

P. R. DU TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 3rd April, 1905. 1926

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } Superior Court,
No. 41.

Dame Albina Larose, of Sainte Angèle de Monnoir, district of Saint Hyacinth, wife of Joseph Cadioux, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs
The said Joseph Cadioux, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 26th April, 1905.

LOUIS PHILIPPE FOURNIER,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 26th April, 1905. 1690

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2551.
 Angéline *alias* Exilda St-Pierre, de la paroisse de
 Saint-Laurent, district de Montréal, épouse com-
 mune en biens de Hormidas Meunier dit Lagacé,
 du même lieu, dûment autorisée à ester en jus-
 tice aux fins des présentes, par jugement de cette
 honorable cour, en date du 28 avril 1905,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Hormidas Meunier dit Lagacé,
 Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a
 été, ce jour, instituée en cette affaire.

MARTINEAU & DELFAUSSE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 29 avril 1905. 1827.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2712.
 Dame Mary A. Richardson, épouse commune en
 biens de Charles J. O'Dell, des cité et district de
 Montréal,
 Demanderesse ;

vs
 Charles J. O'Dell, des cité et district de Montréal,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le huitième jour de mai dix-neuf cent
 cinq.

OUGHTRIED, PLACE & PHELAN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 8 mai 1905. 1837.2

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
 No 3710
 Dame Marie Eulalie Sylvestre, épouse de Joseph
 Romulus Hamelin, industriel, de la paroisse de
 Saint-Barthélemi, district de Joliette, dûment
 autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Joseph Romulus Hamelin,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le cinq mai courant.

VICTOR ALLARD,
 Procureur de la demanderesse.
 Joliette, 8 mai 1905. 1825.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1682.
 Dame Alexina Saint-Jacques, de Montréal, épouse
 commune en biens de Joseph E. P. Scott, peintre,
 de Montréal, et dûment autorisée à ester en jus-
 tice,
 Demanderesse ;

vs
 Joseph E.-P. Scott, de Montréal, Défendeur.
 La demanderesse donne avis qu'elle a, ce jour,
 intentée une action en séparation de biens contre le
 défendeur devant cette cour.

L. P. DUPRÉ,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 28 février 1905. 1661.4

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 Dame Margaret Ann McCrea, épouse de Edward
 James Duffy, du canton de Durham, dans le dit
 district, loueur de chevaux, dûment autorisée à
 l'effet des présentes par un juge de la cour supé-
 rieure, a, ce jour, institué une action dans cette cour
 contre son dit mari, en séparation de biens.

LAWRENCE, MORRIS
 & McIVER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Arthabaska, 25 avril 1905. 1753.3

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 255.
 Angelina *alias* Exilda St. Pierre, of the parish of
 Saint Laurent, district of Montreal, wife common
 as to property of Hormidas Meunier dit Lagacé,
 of the same place, duly authorized to ester en
 justice for the purposes of this action by judgment
 of this Honorable court, under date of the 28th
 April, 1905,
 Plaintiff ;

vs
 The said Hormidas Meunier dit Lagacé,
 Defendant.
 An action in separation from bed and board and
 as to property has, this day, been instituted in the
 above matter.

MARTINEAU & DELFAUSSE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 29th April, 1905. 1828

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2712.
 Dame Mary A. Richardson, wife common as to prop-
 erty of Charles J. O'Dell, of the city and district
 of Montreal,
 Plaintiff ;

vs
 Charles J. O'Dell, of the city and district of Mon-
 treal,
 Defendant.
 An action for separation of property was institu-
 ted in this cause, on the eighth day of May, nineteen
 hundred and five.

OUGHTRIED, PLACE & PHELAN,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 8th May, 1905. 1838

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*
 No. 3710.
 Dame Marie Eulalie Sylvestre, wife of Joseph
 Romulus Hamelin, manufacturer, of the parish
 of Saint Barthelemy, district of Joliette, duly
 authorized to appear in judicial proceedings,
 Plaintiff ;

vs
 The said Joseph Romulus Hamelin,
 Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this cause on the fifth of May inst-
 tant.

VICTOR ALLARD,
 Attorney for plaintiff.
 Joliette, 8th May, 1905. 1826

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1682.
 Dame Alexina Saint Jacques, of Montreal, wife com-
 mune en biens of Joseph E. P. Scott, painter, of
 Montreal, and duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 Joseph E. P. Scott, of Montreal, Defendant.
 The plaintiff gives notice that she has instituted,
 this day, an action in separation as to property
 against the defendant before this court.

L. P. DUPRÉ,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 28th February, 1905. 1662

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 Dame Margaret Ann McCrea, wife of Edward
 James Duffy, of the township of Durham, in said
 district, livery stable keeper, duly authorized
 thereto by a judge of the superior court, has, this
 day, taken an action in this court, against her said
 husband, en séparation de biens.

LAWRENCE, MORRIS
 & McIVER,
 Attorneys for plaintiff.
 Arthabaska, 25th April, 1905. 1754

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2080.

Dame Alexandrine Daignault a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre Philius Richer, cloutier, son mari, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal.

G. A. MARSAN,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 14 avril 1905. 1597-5

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné par les présentes que Dame Sophronie Dauphinais, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dit district, épouse de Gustave Tremblay, journalier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Jean, 20 avril 1905. 1643.5

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 4620.

Dame Marie Courchesne, de la cité de Sorel, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Plante, menuisier, du même lieu.

ETHIER & LEFEBVRE,
 Avocats de la demanderesse.
 Sorel, 27 avril 1905. 1711.4

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No 88.

Dame Marie Lucie Lemieux, de Saint-Evariste de Forsyth, district de Beauce, épouse de Auguste Bolduc, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Auguste Bolduc, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 avril 1905.

AUGUSTE BOLDUC,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Joseph, Beauce, 15 avril 1905. 1593.5

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 336.

Dame Emilie Dessureault, veuve de feu Robert De Grandmont, et épouse de Armand Lussier, journalier, de la ville de Grand'Mère,

Demandeur.

vs

Le dit Armand Lussier, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 14 avril 1905.

L. J. BLONDIN,
 Procureur de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 17 avril 1905. 1633.5

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint François. }
 No 903.

Dame Mary Jane Chatelle, de Bromptonville, épouse de Toussaint Meunier, cultivateur, de Bromptonville, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Toussaint Meunier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée.

EMILE RIOUX,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 11 mai 1905. 1881.2

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2080.

Dame Alexandrine Daignault has, this day, taken an action in separation as to bed and board and property against Philius Richer, nail maker, her husband, both of the city of Saint Henry, district of Montreal.

G. A. MARSAN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 14th April, 1905. 1598

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Sophronie Dauphinais, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in said district, wife of Gustave Tremblay, of the same place, laborer, has instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSÉ,
 Attorney for plaintiff.
 * Saint Johns, 20th April, 1905. 1644

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4620.

Dame Marie Courchesne, of the city of Sorel, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Joseph Plante, joiner, of the same place.

ETHIER & LEFEBVRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sorel, 27th April, 1905. 1712

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 88.

Dame Marie Lucie Lemieux, of Saint Evariste de Forsyth, district of Beauce, wife of Auguste Bolduc, merchant, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Auguste Bolduc, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this case, the 15th April, 1905.

AUGUSTE BOLDUC,
 Attorney for plaintiff
 Saint Joseph, Beauce, 15th April, 1905. 1594

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 336.

Dame Emilie Dessureault, of the town of Grand'Mère, widow of Robert De Grandmont, and wife of Armand Lussier, of the said town, workman,

Plaintiff ;

vs

The said Armand Lussier, Defendant.
 An action in separation of property bed and board has been instituted on the 14th day of April, 1905.

L. J. BLONDIN,
 Attorney for the plaintiff.
 Three Rivers, 17th April, 1905. 1634

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 903.

Dame Mary Jane Chatelle, of Bromptonville, wife of Toussaint Meunier, farmer, of Bromptonville, district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Toussaint Meunier, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted.

EMILE ROY,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke 11th May, 1905. 1882

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2998.

Dame Pomméla Boudriau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Gaspard Berti, boucher, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHS. BRUCHESI,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 13 mars 1905. 1735.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2618.

Dame Marthe Lalonde, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Almeria Lebœuf, commis, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Almeria Lebœuf,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 mai 1905.

ADOLPHE BAZIN,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 11 mai 1905. 1879.2

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 87.

Dame Laura Bachand, de la paroisse de Saint-Grégoire, district d'Iberville, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Henry Tétreault, son époux, cultivateur, du même lieu.

DEMERS & BELANGER,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean, 6 mai 1905. 1883.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

In re J. Adélar Fortin, Sherrington, Qué.,

Failli.

Avis est par le présent donné que le onzième jour de mai 1905, le dit J. Adélar Fortin a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Iberville.

H. LAMARRE,

Pour gardien provisoire.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 12 mai 1905. 1901

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

In re J. H. Lacerte, Montréal, Insolvable.

Un 1er dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 5 juin 1905.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,

97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 20 mai 1905. 1919

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re Antoine Godbout, Québec, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, 75, rue Saint-Pierre, le ou après le 5 juin 1905.

ALFRED VALLIERE,

1971

Curateur.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2998.

Dame Pomméla Boudriau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Gaspard Berti, of the same place, butcher, has, this day, sued her husband for separation as to property.

CHS. BRUCHESI,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th March, 1905. 1736

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2618.

Dame Marthe Lalonde, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Almeria Lebœuf, clerk, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Almeria Lebœuf,

Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd May, 1905.

ADOLPHE BAZIN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th May, 1905. 1880

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 87.

Dame Laura Bachand, of the parish of Saint Grégoire, district of Iberville, has, this day, instituted an action for separation of property against Henry Tétreault, her husband, farmer, of the same place.

DEMERS & BELANGER,

Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 6th May, 1905. 1884

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

In re J. Adélar Fortin, Sherrington, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the eleventh day of May, 1905, the said J. Adélar Fortin has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Iberville.

H. LAMARRE,

For provisional guardian.

Office : 99, Saint James street.

Montreal, 12th May, 1905. 1502

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. H. Lacerte, Montreal, Insolvent.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 5th June, 1905.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,

97, Saint James street.

Montreal, 20th May, 1905. 1920

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re Antoine Godbout, Québec, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, 75, Saint Peter street, on or after the 5th June, 1905.

ALFRED VALLIERE,

1972

Curator.

District de Québec.

Re J. A. Bourget, marchand, Lac aux Sables,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 17 mai 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1905. 1985

District de Rimouski.

Louis de Gonzague Chouinard, de Matane, a, le 15 mai 1905, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1905. 1983

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Joseph Pouliot, Montréal, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 5 juin 1905.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 mai 1905. 1921

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure

Dans l'affaire de Bernard Rosenfield, entrepreneur,
Montréal, (Canadian Commission Co.),

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud.
Montréal, 12 mai 1905. 1905

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.
No 82.

François Morin, père, Requérent cession ;

vs.

Prudent Morin, Débiteur cédant.

Je donne par les présentes avis, qu'en vertu d'une ordonnance rendue, hier, par Sa Seigneurie M. le juge Madore, j'ai été nommé curateur aux biens du cédant.

Les réclamations, dûment attestées, devront être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

J. M. BORDUA,
Curateur.
1909

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Edouard Lafontaine, hôtelier, de la cité de Montréal, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-

District of Québec.

Re J. A. Bourget, merchant, Lac aux Sables,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 17th May, 1905, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 18th May, 1905. 1986

District of Rimouski.

Louis de Gonzague Chouinard, of Matane, has, on the 15th May, 1905, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 18th May, 1905. 1984

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Joseph Pouliot, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 5th June, 1905.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 20th May, 1905. 22

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Bernard Rosenfield, jobber, Montreal, (Canadian Commission Co.),

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian

Office of Wilks & Michaud.
Montreal, 12th May, 1905. 1906

Province of Québec }
District of Saint-Hyacinth. } Superior Court.
No 82.

François Morin, sr., Petitioner for assignment ;

vs

Prudent Morin, Assigning debtor.

I hereby give notice that in virtue of an order, given, yesterday, by the Lordship justice Madore, I have been appointed curator to the estate of the above assigning debtor.

Claims, duly attested on oath, must be filed at my office within thirty days from this date.

J. M. BORDUA,
Curator.
1910

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court

In the matter of Edouard Lafontaine, inn keeper, of the city of Montreal, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until

tion jusqu'au 5e jour de juin 1905, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame,
Montréal, 17 mai 1905. 1947

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Stess & Blampoix, Montréal, Insolvable.
Avis vous est donné que le 16e jour de mai 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques, Montréal. 1951

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
No 195.

Athanase Lavigne, hôtelier, de Maddington Falls, comté et district d'Arthabaska, Failli.

Avis est par le présent donné que le douze mai courant, le dit Athanase Lavigne a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire dans le district d'Arthabaska.

L. LAVERGNE,
C. R. GARNEAU,
Gardiens prévisaires.

Arthabaska, 15 mai 1905. 1943

Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.

In re L. Onésime Cotnoir, commerçant, de la ville de Coaticook, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par ordonnance de cette cour, en date du 12 mai 1905, j'ai été nommé curateur à la dite succession insolvable. Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

STANISLAS BACHAND,
Curateur.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs du curateur.
Coaticook, 20 mai 1905. 1923

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Smith & Co., Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 5e jour de juin 1905, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Montréal, 16 mai 1905. 1945

Licitations

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
No 934.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure,

the 5th day of June, 1905, after which date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street,
Montreal, 17th May, 1905. 1948

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Stess & Blampoix, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 16th day of May, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this notice.

P. C. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James, Montreal. 1952

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
No. 195.

In re Athanase Lavigne, hotel-keeper, of Maddington Falls, county and district of Arthabaska, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twelfth day of May instant, the said Athanase Lavigne has made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office in the district of Arthabaska.

L. LAVERGNE,
C. R. GARNEAU,
Provisional guardians.

Arthabaska, 15th May, 1905. 1944

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.

In re L. Onesime Cotnoir, trader, of the town of Coaticook, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, dated 12th May, 1905, I was appointed curator to said insolvent estate. All persons having claims against said estate are requested to file same with me, within thirty days from this date.

STANISLAS BACHAND,
Curator.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for curator.
Coaticook, 20th May, 1905. 1924

Province of Quebec }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Smith & Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 5th day of June, 1905, after which date dividends will be payable at my office, Fraser building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Montreal, 16th May, 1905. 1946

Licitations

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No. 934.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at

siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le onzième jour de mai courant, dans une cause dans laquelle Alexandre Collin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, district de Beauharnois, est Demandeur ; et Mabel Ellenor Loader, épouse de William Grace, de la paroisse de Saint-Adolphe de Howard, district d'Ottawa, et ce dernier pour autoriser son épouse, Georgina Mary Isabella Loader, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu ; Kenneth A. Finlayson, Annie I. Finlayson, épouse de Frederick H. Lamountain, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, Mannie J. Finlayson, épouse de Frank E. Hayes, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, Eunice E. Finlayson, épouse de Richard T. Dickson, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, William J. Finlayson, tous huit demeurant aux Etats-Unis d'Amérique ; J. J. H. Lafond, notaire, de la paroisse de Sainte-Martine, district de Beauharnois, en sa qualité de tuteur à Georges E. Finlayson, Alexander Finlayson, Miranda M. Finlayson, Benjamin B. Finlayson, tous quatre enfants mineurs issus du mariage de feu Kenneth Finlayson, en son vivant de Bridgeport, dans l'état de Connecticut, l'un des états-unis d'Amérique, et de Dame Miranda Peachy, du même lieu ; John White, ci-devant de la cité de Montréal, et actuellement absent de cette province ; Dame Catherine Finlayson, de la cité et du district de Montréal, épouse de Benjamin Willis, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, sont Défendeurs, et Edward William Loader, journalier, de la cité et du district de Montréal, est requérant par reprise d'instance, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Urbain-Premier, et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro soixante et quatre (64).

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de JUNE prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Valleyfield ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats du demandeur.

Salaberry de Valleyfield, 16 mai 1905. 1949

[Première publication, 20 mai 1905.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1681.

LICITATION.

Avis est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 19e jour d'avril 1905, dans la cause de Dame Eliza Sarah Tiffin, de la dite cité de Montréal, épouse séparée de biens de Hermann Harvey Vachell Koelle, du même lieu, gentilhomme, et le dit Hermann Harvey Vachell Koelle, dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Demandeurs vs Dame Emily Louisa Tiffin, de Hove, près de Brighton, Angleterre, épouse séparée de biens de Wilfrid Banner, du même lieu, gentilhomme, et le dit Wilfrid Banner, dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; George Andrew

Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the eleventh day of May instant, in a cause in which Alexandre Collin, farmer, of the parish of Saint-Urbain-Premier, district of Beauharnois, is Plaintiff ; and Ellenor Loader, wife of William Grace, of the parish of Saint Adolphe de Howard, district of Ottawa, and this latter to authorize his wife, Georgina Mary Isabella Loader, spinster, in the enjoyment of her rights, of the same place ; Kenneth A. Finlayson, Annie I. Finlayson, wife of Frederick H. Lamountain, and the latter a party hereunto to authorize his wife, Mannie J. Finlayson, wife of Frank E. Hayes, and the latter a party hereunto to authorize his wife, Eunice E. Finlayson, wife of Richard T. Dickson, and the latter a party hereunto to authorize his wife, William J. Finlayson, all eight residing in the United States of America ; J. J. H. Lafond, notary, of the parish of Sainte Martine, district of Beauharnois, in his quality of tutor to Georges E. Finlayson, Alexander Finlayson, Miranda M. Finlayson, Benjamin B. Finlayson, all four minor children issue of the marriage of the late Kenneth Finlayson, in his lifetime of Bridgeport, in the state of Connecticut, one of the united states of America, and of Dame Miranda Peachy, of the same place ; John White, heretofore of the city of Montreal, and now absent from this province ; Dame Catherine Finlayson, of the city and district of Montreal, wife of Benjamin Willis, of the same place, and the latter a party hereunto to authorize his wife, are Defendants, and Edward William Loader, laborer, of the city and district of Montreal, is petitioner in continuance of suit, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A land situate and being in the parish of Saint Urbain Premier, and known and described on the official plan and book of referenc of the said parish as number sixty four (64).

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room of the court house, in the city of Valleyfield ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the said sale and adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Salaberry of Valleyfield, 16th May, 1905. 1950

[First published, 20th May, 1905.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1681.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 19th day of April, 1905, in the case of Dame Eliza Sarah Tiffin, of the said city of Montreal, wife separate as to property of Hermann Harvey Vachell Koelle, of the same place, gentleman, and the said Hermann Harvey Vachell Koelle for the purposes of authorizing his said wife in the premises, Plaintiffs ; vs. Dame Emily Louisa Tiffin, of Hove, near Brighton, England, wife separate as to property of Wilfrid Banner, of the same place, gentleman, and the said Wilfrid Banner, for the purposes of authorizing his said wife in the premises ; George Andrew Tiffin,

Tiffin, ci-devant des cité et district de Montréal, mais maintenant de Zurich, Suisse, gentilhomme ; Charles Laster Tiffin, ci-devant de la dite cité de Montréal, mais maintenant de Zurich susdit, gentilhomme, Défendeurs.

Ordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit, à savoir : Lot No 171 et la partie nord-ouest du lot No. 170, du quartier ouest, dans la dite cité de Montréal—avec une bâtisse sus-érigée ; la dite propriété étant bornée en front par la rue Saint-Jacques, d'un côté par la ruelle Dollard, en arrière par la propriété 169, succession Delisle et partie par le lot 170, Dame Banner, et de l'autre côté à l'ouest par le lot 172, la propriété de la Sovereign Bank of Canada, ci-devant succession Guy.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, 1905, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de la cité de Montréal, chambre No 31 ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition, afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après les dites vente et adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

DAVIDSON & RITCHIE,
Procureurs des demandeurs.

Montréal, 26 avril 1905. 1857.2
[Première publication, 13 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat pour le comté de Terrebonne.
Joliette, à savoir : { MOISE PAQUET, Deman-
No 1013. } M d'eur ; contre FABIEN
PAQUET, Défendeur.

1° Le numéro 679 (six cent soixante et dix-neuf), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan ; borné au nord par le No 678, au sud par le chemin public, au nord-est par le No 678, au sud-ouest par le No 677.

2° Le numéro 680 (six cent quatre-vingt), des dits plan et livre de renvoi officiels ; borné au nord-ouest par le chemin public, au sud-est par le No 678, au nord-est par le No 678, au sud-ouest par une route publique.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Shérif.
1653.2

Bureau du Shérif,
Joliette, 22 avril 1905.
[Première publication, 29 avril 1905.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

formerly of the city and district of Montreal, but presently of Zurich, Switzerland, gentleman ; Charles Lester Tiffin, formerly of the said city of Montreal, but presently of Zurich aforesaid, gentleman, Defendants.

Ordering the licitation of the immoveable property described as follows, to wit : Lot No. 171 and the north west part of the lot No. 170, of the west ward, in the said city of Montreal—with a building thereon erected ; said property being bounded in front by Saint James street, on one side by Dollard lane, in rear by the property 169, estate Delisle and partly by lot 170, Mrs. Banner, and on the other side to the west by lot 172, the property of the Sovereign Bank of Canada, formerly estate Guy.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of JUNE next, 1905, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room No. 31, of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the said sale and adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DAVIDSON & RITCHIE,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 26th April, 1905. 1858
[First published, 13th May, 1905.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court for the county of Terrebonne.
Joliette, to wit : { MOISE PAQUET, Plaintiff ;
No. 1013. } M against FABIEN PAQUET,
Defendant.

1. Lot number 679 (six hundred and seventy nine), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Roch de l'Achigan ; bounded on the north by No. 678, on the south by the public road, on the north east by No. 678, and on the south west by No. 677.

2. Lot number 680 (six hundred and eighty), of the said official plan and book of reference ; bounded on the north west by the public road, on the south east by No. 678, on the north east by No. 678, on the south west by a public by-road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, on the THIRTIETH day of the month of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Shérif.
1654

Sheriff's office,
Joliette, 22nd April, 1905.
[First published, 29th April, 1905.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Ottawa, à savoir : } **H**UBERT TREFFLE CHA-
No 126. } **L**LIFOUX ET THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturiers, des cité et district
de Saint-Hyacinthe, faisant affaires ensemble sous
le nom de O. Chalifoux et Fils, Demandeurs ; contre
JOSEPH CHARLEBOIS, de Gracefield, dans les
comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro deux (2), dans le septième rang du
canton de Wright, dans le district d'Ottawa, confor-
mément aux plan et livre de renvoi officiels du dit
canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans
la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif.	Shérif.
Hull, 27 avril 1905.	1959
[Première publication, 20 mai 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Ottawa, à savoir : } **H**UBERT TREFFLE CHA-
No 620. } **L**LIFOUX ET THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturiers, des cité et district
de Saint-Hyacinthe, faisant affaires ensemble sous
le nom de O. Chalifoux & Fils, Demandeurs ; contre
WILLY LARCHER, de Gracefield, dans le comté
et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro quarante-quatre (44), dans le huitième
rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa,
conformément aux plan et livre de renvoi officiels
du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,
dans la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN
prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-
midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,	Shérif.
Hull, 10 mai 1905.	1963
[Première publication, 20 mai 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Ottawa, à savoir : } **H**UBERT TREFFLE CHA-
No 125. } **L**LIFOUX ET THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturiers, des cité et district
de Saint-Hyacinthe, faisant affaires ensemble sous
le nom de O. Chalifoux & Fils, Demandeurs ; contre
CHARLES LARCHER, de Gracefield, dans les
comté et district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lot numéro quarante-cinq (45), dans le huitième
rang du canton de Wright, dans le district d'Ottawa,
conformément aux plan et livre de renvoi officiels
du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans
la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN
prochain, à DIX heures ET QUART de l'avant-
midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,	Shérif.
Hull, 10 mai 1905.	1961
[Première publication, 20 mai 1905.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Ottawa, à savoir : } **T**HE LOYNACHAN SCR-
No 10477. } **I**VER COMPANY (LIMI-
TED), corps politique, ayant son principal bureau et
sa principale place d'affaires à Montréal, Deman-
deresse ; contre **LEON CRETON**, de Montréal,
épicier, Défendeur, à savoir :

La maison et autres bâtisses érigées sur la moitié
est du lot numéro cent soixante et dix-neuf (179),
du quartier numé. trois, de la cité de Hull, dans le
district d'Ottawa, conformément aux plan et livre

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint-Hyacinth.*

Ottawa, to wit : } **H**UBERT TREFFLE CHA-
No 126. } **L**LIFOUX AND THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturers, of the city and dis-
trict of Saint Hyacinth, and doing business to-
gether under the name of "O. Chalifoux & Fils",
Plaintiffs ; against **JOSEPH CHARLEBOIS**, of
Gracefield, in the county and district of Ottawa,
Defendant, to wit :

Lot number two (2), in the seventh range of the
township of Wright, in the district of Ottawa,
according to the official plan and book of reference
for said township—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the registry office, in the city of
Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next, at
TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,	Sheriff,
Hull, 27th April, 1905.	1960
[First published, 20th May, 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montréal.*

Ottawa, to wit : } **H**UBERT TREFFLE CHA-
No 620. } **L**LIFOUX AND THOMAS
P. CHALIFOUX, manufacturers, of the city and
district of Saint Hyacinth, and doing business
together under the name of "O. Chalifoux & Fils",
Plaintiffs ; against **WILLY LARCHER**, of Grace-
field, in the county and district of Ottawa, Defend-
ant, to wit :

Lot number forty four (44), in the eighth range
of the township of Wright, in the district of Ottawa,
according to the official plan and book of reference
for said township—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the registry office, in the city of
Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next, at
HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,	Sheriff.
Hull, 10th May, 1905.	1964
[First published, 20th May, 1905.]	

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Hyacinth.*

Ottawa, to wit : } **H**UBERT TREFFLE CHA-
No. 125. } **L**LIFOUX AND THOMAS P.
CHALIFOUX, manufacturers, of the city and dis-
trict of Saint Hyacinth, and doing business together
under the name of "O. Chalifoux & Fils", Plain-
tiffs ; against **CHARLES LARCHER**, of Gra-
cefield, in the county and district of Ottawa, Defend-
ant, to wit :

Lot number forty five (45), in the eighth range of
the township of Wright, in the district of Ottawa,
according to the official plan and book of reference
for said township—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the registry office, in the city of
Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next,
at a QUARTER PAST TEN of the clock in the
forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office.	Sheriff.
Hull, 10th May, 1905.	1962
[First published, 20th May, 1905.]	

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montréal.*

Ottawa, to wit : } **T**HE LOYNACHAN SCR-
No. 10477. } **I**VER COMPANY (LIMITED),
a body politic, having its chief office and principal
place of business in Montréal, Plaintiffs ; against
LEON CRETON, of Montréal, grocer, Defendant,
to wit :

The house and other buildings erected on the east
half of lot number one hundred and seventy nine
(179), of ward number three, of the city of Hull, in
the district of Ottawa, according to the official plan

de renvoi officiels de la dite cité ; bornées en front par la rue Wall, en arrière par le lot No 178, à l'est par le lot No 180 et à l'ouest par la moitié ouest du dit lot No 173.

Pour être vendues dans mon bureau, dans la cité de Hull, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 10 mai 1905. Shérif. 1965
[Première publication, 20 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Bryson, à savoir : } JOSEPH BOYDEN, de la No 658. } cité d'Ottawa, Demandeur ; vs JAMES MCGREGOR, de la Baie des Pères, Défendeur.

Avis est par le présent donné que l'immeuble saisi dans la présente cause, vendu dans le bureau d'enregistrement, à Ville-Marie, dans le dit district de Pontiac, le vingt-deuxième jour de décembre dernier 1904, sera vendu de nouveau dans le dit bureau d'enregistrement, le HUITIÈME jour de JUIN prochain 1905, à DIX heures de l'avant-midi, à la revente de John Mann, du canton de Duhamel, dit district, conformément au jugement de la dite cour supérieure, en date du 25^e jour d'avril dernier 1905.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Bryson, 2 mai 1905. Shérif. 1775
[Première publication, 20 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; No 1569. } contre DAME MARIE LEFRANCOIS, ES-QUALITÉ, ET AL., à savoir :

Le lot No 4090 (quatre mille quatre-vingt-dix), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du shérif, Québec, 20 mai 1905. Député-shérif. 1967
[Première publication, 20 mai 1905.]

• FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LOUIS MAROIS ; contre No 1132. } LOUIS BUREAU, à savoir :

Partie du lot No 246 (deux cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, étant un emplacement situé au troisième rang, coin sud-ouest du dit lot No 246, mesurant environ

and book of reference for said city ; bounded in front by Wall street, in rear by lot No. 178, to the east by lot No. 180, and to the west by west half of said lot No. 179.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TWENTIETH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 10th May, 1905. Sheriff. 1966
[First published, 20th May, 1905.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Pontiac.

Bryson, to wit : } JOSEPH BOYDEN, of the No 658. } city of Ottawa, Plaintiff ; vs JAMES MCGREGOR, of Baie des Pères, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in the present cause, which took place at the office of the registrar, at Ville Marie, in the said district of Pontiac, on the twenty second day of December last, 1904, will take place again at the said registry office, on the EIGHTH day of JUNE next, 1905, at TEN of the clock in the forenoon, at the resale of John Mann, of the township Duhamel, said district, pursuant to judgment of the said superior court, dated the 25th day of April last, 1905.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Bryson, 2nd May, 1905. Sheriff. 1776
[First published, 20th May, 1905.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; No. 1569. } against DAME MARIE LEFRANCOIS, ES-QUALITÉ, ET AL, to wit :

Lot No. 4090 (four thousand and ninety), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint John street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office, Québec, 20th May, 1905. Deputy Sheriff. 1968
[First published, 20th May, 1905.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LOUIS MAROIS ; against No 1132. } LOUIS BUREAU, to wit :

Part of lot No. 246 (two hundred and forty six), of the official cadastre of the parish of Saint Augustin, being a lot of land situate in the third range, the south west corner of the said lot No. 246, mea-

cinquante-cinq pieds de front sur cent dix pieds de profondeur ; borné vers le nord et à l'est par Louis Jobin, au sud et à l'ouest par les chemins publics—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, le NEUVIEME jour de JUIN prochain, à ONZE du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 4 mai 1905.
[Première publication, 6 mai 1905.]

J. B. AMYOT,
Député Shérif.
1781.2

surrounding about fifty five feet in front by one hundred and ten feet in depth ; bounded on the north and east by Louis Jobin, on the south and west by public roads—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, on the NINTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 4th May, 1905.
[First published, 6th May, 1905.]

J. B. AMYOT,
Deputy Sheriff.
1782

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District d'Arthabaska, } S. LAMOUREUX, Demandeur, and THS. TOUZIN, curateur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, en le district de Saint-Hyacinthe, comté de Bagot, d'environ cent vingt-cinq acres en superficie, renfermée dans les bornes suivantes : en front le chemin public, entre les sixième et septième rangs, en profondeur le cordon des terres du cinquième rang, voisin d'un côté Ludger Guérin ou représentants, et de l'autre côté Napoléon Duhamel, laquelle terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, sous le numéro dix-huit (No 18) —avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 18 avril 1905.
[Première publication, 22 avril 1905.]

EUGENE SICOTTE,
Shérif.
1609.2

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of Arthabaska, } S. LAMOUREUX, Plaintiff ; against EDOUARD LAPLANTE, Defendant, and THS. TOUZIN, curator.

A lot of land situate in the parish of Saint Théodore d'Acton, in the district of Saint Hyacinth, Bagot county, containing about one hundred and twenty five acres in superficies, contained within the following boundaries : in front the public road, between the sixth and seventh ranges, in depth by the lands of the fifth range, on one side Ludger Guérin or representatives, and on the other side Napoléon Duhamel, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Théodore d'Acton, under number eighteen (No. 18)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Théodore d'Acton, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 18th April, 1905.
[First published, 22nd April, 1905.]

EUGENE SICOTTE,
Sheriff.
1610

Avis du Gouvernement

No 217.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, comté de Jacques-Cartier, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève, savoir : les Nos 166, 167, 168 et partie du lot No 169, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de la "Côte Saint-Jean" de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le dit comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1989

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

La formation d'une association sous le nom de "Welcome Hall Mission," en vue, aux moyens de contributions, souscriptions, dons, cadeaux, et legs volontaires, de ses membres et du public, de prendre des mesures de prévoyance pour le salut des personnes égarées, délivrance du vice et réformation des criminels et dégradés de toutes classes

Government Notice

No. 217.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Geneviève No. 1, county of Jacques Cartier, the following lots of the official cadastre of the parish of Sainte Geneviève, to wit : numbers 166, 167, 168 and part of lot No. 169, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Côte Saint Jean," of the parish of Sainte-Geneviève, same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1905. 1990

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association under the name of "Welcome Hall Mission", with a view, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, donations and bequests, from its members and the public, of making provisions for the salvation of the lost, rescuing from vice, and reformation of the sinful and degraded of all classes of the

de la population. La prévention de la cruauté aux femmes et aux enfants et l'aide aux personnes souffrantes et affligées et pour autres objets semblables, a été autorisée par ordre en conseil, le dix-huitième jour de mai 1905.

Le principal bureau sera à Montréal, dans la province de Québec.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
1987

* Québec, 18 mai 1905.

No 953.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande érection d'une nouvelle municipalité
sc laire*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wright et Northfield, dans le comté d'Ottawa, les lots qui font partie du village de Gracefield, tel qu'il a été érigé par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province, en date du 17 février 1905, et de plus les lots ayant le numéro 35 et les numéros suivants jusqu'à 45 inclusivement du rang C du canton de Wright, comté d'Ottawa, les lots ayant le numéro 16 et les numéros suivants jusqu'à 21 inclusivement du quatrième rang du dit canton, les lots ayant le numéro 18 et les numéros suivants jusqu'à 44 inclusivement du cinquième rang du dit canton, les lots ayant le numéro 23 et les numéros suivants jusqu'à 30 inclusivement du sixième rang du dit canton, et les lots ayant le numéro 14 et les numéros suivants jusqu'à 21 inclusivement du rang A du canton de Northfield, dans le même comté, et de les ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Gracefield."

Cette érection, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1905. 1979

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Godfroy Lachance, sellier et marchand de modes, Beauceville, Failli.

Avis est donné que, le quinzième jour de mai 1905, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

P. ANGERS,
Curateur.
1991

Beauceville, 16 mai 1905.

population. The prevention of cruelty to women and children, and the aiding of the suffering and afflicted and other analogous objects, has been authorized by order in council, dated the 18th of May, 1905.

The head office is at Montreal, in the province of Quebec.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.
1988

Quebec, 18th May, 1905.

No. 953.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION,

*Application to erect a new school
municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Northfield and Wright, county of Ottawa, the lots which form part of the village of Gracefield, such as it has been erected by a proclamation of the province of Quebec, dated the 17th of February last, 1905, and moreover the lots bearing the number 35 and the following numbers to 45 inclusively of the range C of the township of Wright; the lots bearing the number 16 and the following numbers to 21 inclusively of the fourth range of the said township, the lots bearing the number 18 and the following numbers to 44 inclusively of the fifth range of the said township, the lots bearing the No. 23 and the following numbers to 30 inclusively of the 6th range of the said township, and the lots bearing the No. 14 and the following numbers to 21 inclusively of the range A of the township of Northfield, in the same county, and to erect them, into a school municipality, by the name of "Gracefield."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1905. 1990

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

In the matter of Godfroy Lachance, saddler and merchant, of Beauceville, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 15th day of May, 1905, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

P. ANGERS,
Curator.
1992

Beauceville, 16th May, 1905.

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 20.*

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 20.*

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dimes-Bachand vs Tétrault, 874 ; Boudriau vs Berti, 874 ; Chatelle vs Meunier, 873 ; Courchesne vs Plante, 873 ; Dauphinois vs Tremblay, 873 ; Lalonde vs Lebœuf, 874 ; Larose vs Cadieux, 871 ; Lemieux vs Bolduc, 873 ; Lépine vs Plante, 871 ; McCrea vs Duffy, 872 ; Pilon vs Binette, 871 ; Richardson vs O'Dell, 872 ; St. Jacques vs Scott, 872 ; Sylvestre vs Hamelin, 872.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Daignault vs Richer, 873 ; Dessureault vs Lussier, 873 ; St. Pierre vs Lagacé, 872.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 857.

ASSOCIATION FORMÉE :—Welcome Hall Mission, 881.

AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :—The John Morrow Machine Screw Co., 858 ; The Ganonoque Spring & Axle Coy, 859 ; The Hudson's Bay Coy, 859.

AVIS :—The United States Fidelity Guaranty Coy, 860.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 868 ; Conseil législatif, 867.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—La Cie de Papier Rolland, 871.

FAILLIS :—Bourget, 875 ; Chouinard, 875 ; Cotnoir, 876 ; Fortin, 874 ; Godbout, 874 ; Lacerte, 874 ; Lachance, 882 ; Lafontaine, 875 ; Lavigne, 876 ; Morin, 875 ; Pouliot, 875 ; Rosenfield, 875 ; Smith & Co., 876 ; Stess & Blampoix, 876.

LETTRES PATENTES :—Le Syndicat du Monument National, 859 ; Morris & Gilman Coy, 859 ; The Drummond Shoe Coy, 859.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demandes d'annexer ou d'ériger, etc. :—Courcelles, comté de Beauce, 860 ; Divers lots de Coteau du Lac, à Pont-Château, comté de Soulanges, 861 ; Divers lots du village Saint-François-du-Lac, à la paroisse de Saint-François-du-Lac, 861 ; Divers lots de Sainte-Geneviève No. 1 à Côte Saint-Jean, comté de Jacques-Cartier, 881 ; Divers lots de Saint-Moise, au canton Cabot, 831 ; Divers lots de Wickham-Ouest, à Saint Germain de Grantham, 831 ; Gracefield, comté d'Ottawa, 882 ; Lakefield, comté d'Argenteuil, 861 ; Lot 17, de Chesham, à Val-Racine, comté de Compton, 861 ; Partie des lots 567 et 568, de Saint-Michel No 9, à village Saint-Michel village, 830 ; Peribonka, Lac Saint-Jean, 861 ; Saint-Pamphile, les rangs 5, 6 et 7 du canton Leverrier, comté de L'Islet, 861.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Annexée ou érigée :—Divers lots de Leeds-Sud, à Inverness, 858.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande de diviser :—Sainte-Scholastique en village de Sainte-Scholastique et paroisse de Sainte-Scholastique, 831.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dimes Bachand vs Tétrault, 874 ; Boudriau vs Berti, 874 ; Chatelle vs Meunier, 873 ; Courchesne vs Plante, 873 ; Dauphinois vs Tremblay, 873 ; Lalonde vs Lebœuf, 874 ; Larose vs Cadieux, 871 ; Lemieux vs Bolduc, 873 ; Lépine vs Plante, 871 ; McCrea vs Duffy, 872 ; Pilon vs Binette, 871 ; Richardson vs O'Dell, 872 ; St. Jacques vs Scott, 872 ; Sylvestre vs Hamelin, 872.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Daignault vs Richer, 873 ; Dessureault vs Lussier, 873 ; St. Pierre vs Lagacé, 872.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 857.

ASSOCIATION FORMED :—Welcome Hall Mission, 881.

AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The John Morrow Machine Screw Co., 858 ; The Ganonoque Spring & Axle Coy, 859 ; The Hudson's Bay Coy, 859.

NOTICE :—The United States Fidelity Gearanty Coy, 860.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 868 ; Legislative Council, 867.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—La Cie de Papier Rolland, 871.

INSOLVENTS :—Bourget, 875 ; Chouinard, 875 ; Cotnoir, 876 ; Fortin, 874 ; Godbout, 874 ; Lacerte, 874 ; Lachance, 882 ; Lafontaine, 875 ; Lavigne, 876 ; Morin, 875 ; Pouliot, 875 ; Rosenfield, 875 ; Smith & Co., 876 ; Stess & Blampoix, 876.

LETTERS PATENT :—Le syndicat du Monument National, 859 ; Morris & Gilman Coy, 859 ; The Drummond Shoe Coy, 859.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Applications to annex or to erect, &c. :—Courcelles, county of Beauce, 860 ; Several lots of Coteau du-Lac, to Pont Château, county of Soulanges, 861 ; Several lots of the village Saint-François-du-Lac, to the parish of Saint-François-du-Lac, 861 ; Several lots of Sainte Geneviève No. 1, to county of Jacques Cartier, 881 ; Several lots of Saint Moise, to township Cabot, 831 ; Several lots of Wickham West to Saint Germain de Grantham, 831 ; Gracefield, county of Ottawa, 882 ; Lakefield, county of Argenteuil, 861 ; Lot 17, of Chesham, to Val-Racine, county of Compton, 861 ; Part of lots 567 and 568, of Saint Michel No. 9, to Saint Michel village, 830 ; Peribonka, Lake Saint John, 861 ; Saint Pamphile, the ranges 5, 6 and 7 of the township Leverrier, county of L'Islet, 861.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Annexed or erected :—Several lots of Leeds South, to Inverness, 858.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to divide :—Sainte Scholastique into village of Sainte Scholastique and parish of Sainte Scholastique, 831.

NOMINATIONS : — Coroner-conjoint : — District d'Arthabaska, 857.

Cour des commissaires : — Sainte-Jeanne de Neuville, 857 ; Province de Québec, 857 ; Grenville, 858.

Juges de paix : — Districts d'Ottawa, 858 ; Chicoutimi, 858 ; Saguenay, 858.

Juges de paix en vertu de l'article 2572 : — Comté de Pontiac, 858.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — De I. I. Crevier, par A. R. Leduc, 867 ; De F. N. Bleau, par J. A. E. Boileau, 867.

RESOLUTION : — The Isle Verte Mattress Mfg. Co., 871.

TARIF POUR FRET ET TRANSPORT : — Chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, 865.

VENTE PAR LICITATION : — Collin vs Dme Loader et al, 877 ; Dme Tiffin et vir vs Tiffin et al, 877.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 826.

VENTES PAR LES SHERIFS

JOLIETTE : — Paquet vs Paquet, 878.

OTTAWA : — Chalifoux & Fils vs Charlebois, 879 ; Chalifoux & Fils vs Chs. Larcher, 879 ; Chalifoux & Fils vs Willy Larcher, 879 ; The Loynachan Scriver Coy vs Creton, 879.

PONTIAC : — Boyden vs McGregor, 880.

QUÉBEC : — La cité de Québec vs Lefrançois ès-qual et al, 880 ; Marois vs Bureau, 880.

SAINT-HYACINTHE : — Lamoureux vs Laplante, 881.

APPOINTMENTS : — Joint coroner : — District of Arthabaska, 857.

Commissioners' court : — Sainte Jeanne de Neuville, 857 ; Province of Quebec, 857 ; Grenville, 858.

Justices of the peace : — Districts of Ottawa, 858 ; Chicoutimi, 858 ; Saguenay, 858.

Justices of the peace in virtue of article 2572 : — County of Pontiac, 858.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — From I. I. Crevier, by A. R. Leduc, 867 ; From T. N. Bleau, by J. A. E. Boileau, 867.

RÉSOLUTION : — The Isle Verte Mattress Mfg. Co., 871.

TARIFF FOR FREIGHT AND TRANSPORTATION : — Quebec & Lake Saint John Railway, 865.

SALE BY LICITATION : — Collin vs Dme Loader et al, 877 ; Dme Tiffin et vir vs Tiffin et al, 877.

SALE OF TIMBER LIMITS, 826.

SHERIFFS' SALES

JOLIETTE : — Paquet vs Paquet, 878.

OTTAWA : — Chalifoux & Fils vs Charlebois, 879 ; Chalifoux & Fils vs Chs. Larcher, 879 ; Chalifoux & Fils vs Willy Larcher, 879 ; The Loynachan Scriver Coy vs Creton, 879.

PONTIAC : — Boyden vs McGregor, 880.

QUÉBEC : — The city of Quebec vs Lefrançois ès-qual et al, 880 ; Marois vs Bureau, 880.

SAINT HYACINTH : — Lamoureux vs Laplante, 881.

OK